

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1896-1897.

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS DE NOVEMBRE 1896.

FEUILLETON AU 10 DÉCEMBRE 1896.

PÉTITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION A STATUÉ.

- | Numéros
du
feuilleton | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|-----------------------------|--|--|
| 1. | 1839. | Par pétition datée de Romsée, le 11 août 1896,
Le sieur Chievremont, à Romsée, sollicite une
augmentation de pension.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et
du Travail.</i> |
| 2. | 1840. | Par pétition datée de Mous, le 21 juillet 1896,
Le sieur Bassette, à Mous, victime d'un accident
survenu au cours de son service de mécanicien à
l'administration des Chemins de fer de l'État, sollicite
une pension.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Chemins de
fer, Postes et Télégraphes.</i> |
| 3. | 1841. | Par pétition datée d'Ougrée, le 24 août 1896,
Le sieur Meyon, à Ougrée, sollicite une pension.
Même demande du sieur Berlier, à Ougrée.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et
du Travail.</i> |

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|---|
| 4. | 1842. | <p>Par pétition datée de Neufchâteau, le 8 août 1896,
Le collège des bourgmestre et échevins de Neufchâteau transmet à la Chambre une décision du conseil communal de cette localité, par laquelle il prend à sa charge la contribution personnelle des bâtiments communaux que son personnel occupe, et prie la Législature de revenir au régime de la loi du 26 août 1878.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.</i></p> |
| 5. | 1843. | <p>Par pétition datée d'Ebly, le 10 juin 1896,
Des habitants d'Ebly demandent l'annexion de leur commune au canton de Neufchâteau.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i></p> |
| 6. | 1844. | <p>Par pétition datée de Charleroi,
Les dames veuve Lefèvre et Emma Lefèvre sollicitent la mise en liberté de leur fils et époux interné dans une maison de santé.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i></p> |
| 7. | 1845. | <p>Par pétition datée de Lobbes, le 2 septembre 1896,
Le sieur Gouttière, à Lobbes, sollicite une pension pour son fils atteint d'infirmités contractées au cours de son service militaire.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.</i></p> |
| 8. | 1846. | <p>Par pétition datée de Roux,
Des habitants de Roux demandent la revision de la loi du 27 novembre 1891 sur la bienfaisance publique.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i></p> |
| 9. | 1847. | <p>Par pétition datée d'Anvers, le 12 octobre 1896,
Le sieur Vandesaude demande qu'une enquête soit faite au sujet de la mort accidentelle de sa fille.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i></p> |
| 10. | 1848. | <p>Par pétition datée de Bruxelles, le 22 octobre 1896,
La dame De Heu, à Bruxelles, se plaint d'une négli-</p> |

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

gence commise en matière de justice et sollicite l'intervention de la Chambre.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

11. 1849. Par pétition datée de Wasmes, le 30 mars 1896,
Les sieurs Augustin-Joseph et Odile Thovoye, à Wasmes, demandent une enquête au sujet de la non-inscription de leur domicile et de leur résidence dans les registres de la commune de Wasmes.
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*
12. 1850. Par pétition datée d'Ixelles, le 9 juillet 1896,
Le sieur Colet, gendarme réformé, à Ixelles, sollicite une indemnité proportionnée à la pension dont il jouissait antérieurement.
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*
13. 1851. Par pétition datée d'Anvers, le 26 septembre 1896,
Le sieur Vanbeek, à Anvers, sollicite la remise d'une amende.
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*
14. 1852. Par pétition datée de Liège, le 11 octobre 1896,
Des habitants de Liège proposent des modifications à la disposition de la loi sur le timbre, relative aux certificats de vie.
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*
15. 1853. Par pétitions datées de Liège, les 19 octobre, 4, 10 et 17 novembre 1896,
Des habitants de Liège prient la Chambre de reviser la loi qui fixe à douze cents francs le maximum de rentes viagères qu'on peut se créer à la Caisse de retraite sous la garantie de l'État.
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*
16. 1854. Par pétition datée de Carnières, le 17 octobre 1896,
Le sieur Dubuisson, à Carnières, sollicite l'intervention de la Chambre au sujet d'un attentat dont sa fille aurait été victime.
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

17.

1855.

Par pétition datée de Mons, le 22 octobre 1896,

Le gouverneur de la province de Hainaut transmet un vœu émis par le conseil provincial du Hainaut, tendant à voir l'État prendre à sa charge le paiement intégral des intérimaires remplaçant des instituteurs en congé pour cause de maladie.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

18.

1856.

Par pétition datée de Braine-le-Comte, le 3 novembre 1896,

La dame Vander Houdelingen, à Braine-le-Comte, sollicite un congé illimité pour son fils qui se trouve sous les drapeaux.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

19.

1857.

Par pétition datée de Lierre, le 18 mai 1896,

L'abbé Pirard, à Lierre, se plaint de n'avoir pu obtenir justice dans une affaire de succession et sollicite l'intervention de la Chambre.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

20.

1858.

Par pétition datée de Saint-Josse-ten-Noode, le 29 juillet 1896,

Le sieur Senecaut, à Saint-Josse-ten-Noode, expose que cinq de ses enfants ont contracté une maladie tuberculeuse par suite du mauvais état de la maison qu'il occupe et du manque d'eau potable; il se plaint d'avoir vu ses réclamations rester sans suite, et il sollicite l'intervention de la Chambre.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics.

21.

1868

Par pétition datée de Gand, le 14 septembre 1896,

Des employés et voyageurs de commerce, à Gand, sollicitent l'assimilation complète des petits employés aux ouvriers, au point de vue de la législation.

Même pétition d'employés et voyageurs de commerce de Charleroi, Huy, La Louvière, Liège.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|--|
| 22. | 1872. | <p>Par pétition datée de Renaix,</p> <p>Des gardes champêtres de la Flandre orientale prient la Chambre de voter une loi fixant le taux du traitement des gardes champêtres et demandent l'institution d'une caisse de pensions semblable à celles qui existent pour les autres fonctionnaires publics.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i></p> |
| 23. | 1873. | <p>Par pétition datée de Brecht, le 14 octobre 1896,</p> <p>Des instituteurs du canton de Brecht proposent des modifications à certaines dispositions des lois et des règlements relatifs aux pensions des professeurs et instituteurs communaux.</p> <p>Même pétition d'instituteurs des cantons d'Aubel, Beauraing, Berchem, Boussu, Couvin, Dison, Fexhe-Slins, Hoogstraeten, Lierre, Péruwelz, Quevaucamps, Schaerbeek, Saint-Josse-ten-Noode, Spa, Stavelot, Tournai, Turnhout, Verviers.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i></p> |
| 24. | 1874. | <p>Par pétition datée de Charleroi,</p> <p>Des habitants de Charleroi prient la Chambre de repousser le volontariat général et de voter le service personnel.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à MM. les Ministres de la Guerre et de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i></p> |
| 25. | 1875. | <p>Par pétition datée de Saint-Pierre-en-Ardenne, le 1^{er} octobre 1896,</p> <p>Des habitants de Saint-Pierre-en-Ardenne demandent la séparation de leur commune de la section de Libramont.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i></p> |
| 26. | 1880. | <p>Par pétition datée d'Hodimont, le 20 septembre 1896,</p> <p>Des membres du conseil communal de Hodimont demandent la création d'un notariat dans leur commune.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i></p> |

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|--|
| 27. | 1882. | Par pétition datée de Wasmes, le 9 novembre 1896,
La dame Gallez, à Wasmes, sollicite une pension.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et
du Travail.</i> |
| 28. | 1883. | Par pétition datée de Schaerbeek,
Le sieur Van Snick, à Schaerbeek, demande que les
dépenses militaires ne soient pas augmentées et il prie
la Chambre d'adopter le volontariat.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.</i> |
| 29. | 1884. | Par pétition datée de Bruges, le 12 novembre 1896,
Des facteurs des postes, employés de douane et
gardiens de prison pensionnés, à Bruges, proposent
des mesures tendant à améliorer leur position.

<i>DÉCISION : Renvoi à MM. les Ministres des Chemins
de fer, Postes et télégraphes, des Finances et de la
Justice.</i> |
| 30. | 1885. | Par pétition datée d'Anvers, le 14 novembre 1896,
Des habitants d'Anvers proposent des modifications
à la loi concernant les élections pour les conseils de
prud'hommes.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et
du Travail.</i> |
| 31. | 1886. | Par pétition datée de Hingene, le 12 novembre 1896,
Des habitants de Hingene demandent l'abolition de
la conscription et du service obligatoire et l'organisa-
tion d'une armée de volontaires.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.</i> |
| 32. | 1890. | Par pétition datée d'Anvers, le 10 novembre 1896,
Des brigadiers, sous-brigadiers et préposés des
douanes, à Anvers, sollicitent l'obtention annuelle
d'un certain nombre de coupons gratuits permettant
le libre parcours sur les chemins de fer de l'État.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Chemins de
fer, Postes et Télégraphes.</i> |

- | Numéros
du
feuilleton | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|-----------------------------|--|---|
| 55 | 1892. | Par pétition datée d'Anvers,
Des habitants d'Anvers proposent des modifications
à la loi sur les institutions de bienfaisance.

DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i> |
| 54. | 1901. | Par pétition datée de Lessines, le 14 novembre 1896,
Des aveugles de Lessines se plaignent de la réduction qu'ont subie, par suite de la suppression du fonds commun, les secours mensuels que leur accordent l'administration communale et le bureau de bienfaisance de Lessines et ils sollicitent l'intervention de la Chambre.

DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i> |
| 55. | 1908. | Par pétition datée de Hoogstraeten, le 15 novembre 1896,
Des commerçants de Hoogstraeten se plaignent d'une autorisation d'exercer commerce, accordée à l'épouse d'un facteur des postes de leur localité ; ils demandent qu'il soit fait défense aux fonctionnaires de l'État, à leurs épouses et à leurs parents d'exercer un commerce quelconque.

DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.</i> |
| 56. | 1911. | Par pétition datée de Laeken, le 19 novembre 1896,
Des habitants de Laeken émettent le vœu de voir introduire, dans la loi électorale pour la province, le principe de la représentation proportionnelle tel qu'il est appliqué aux élections communales.

DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i> |
| 57. | 1916. | Par pétition datée de Nobressart, le 21 novembre 1896,
Le sieur Locs, à Nobressart, sollicite l'intervention de la Chambre au sujet d'un jugement rendu contre lui dans une affaire de succession.

DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Finances.</i> |

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	---

38.	1918.	Par pétition datée de Ransart, le 11 novembre 1896, Le collège des bourgmestre et échevins de Ransart transmet un vœu émis par le conseil communal de cette localité en faveur de l'admission des ouvriers dans l'inspectorat du travail et de leur rétribution par l'État.
-----	-------	--

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.

39.	1919.	Par pétition datée de Namur, le 20 novembre 1896, Le gouverneur de la province de Namur transmet un vœu émis par le conseil provincial de Namur, demandant le rétablissement au mois de juillet des sessions ordinaires des conseils provinciaux.
-----	-------	--

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

40.	1927.	Par pétition datée de Liège, le 29 octobre 1896, Des préposés des douanes, à Liège, demandent le libre parcours sur les lignes du chemin de fer de l'État.
-----	-------	---

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.

41.	1931.	Par pétition datée d'Alost, le 15 novembre 1896, Des habitants d'Alost se plaignent de la non application de certaines dispositions de la loi du 18 mai 1873 sur les sociétés coopératives et ils prient la Chambre de modifier ladite loi dans le sens qu'ils préconisent.
-----	-------	--

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.

42.	1932.	Par pétition datée d'Anvers, le 27 novembre 1896, Des étudiants d'Anvers prient la Chambre de contribuer, par l'allocation d'un subside, à la réussite des festivités qu'ils organisent à l'occasion du cinquantième de la fondation de l'Institut supérieur de commerce d'Anvers.
-----	-------	---

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|--|
| 43. | 1933. | <p>Par pétition datée de Morlanwelz, le 26 novembre 1896.</p> <p>Le sieur Lecat, à Morlanwelz, transmet une requête adressée à M. le Ministre de la Justice, par laquelle il demande que sa femme soit obligée de prendre son domicile légal chez lui ; il sollicite à ce sujet l'intervention de la Chambre.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i></p> |
| 44. | 1935. | <p>Par pétition datée d'Anvers, le 29 novembre 1896,</p> <p>Le sieur Van Aerle, à Anvers, expose que ses deux fils ont perdu la vie dans un naufrage, que tout secours lui a été refusé par la Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins naviguant sous pavillon belge et qu'il se trouve dans une situation nécessiteuse ; il sollicite l'intervention de la Chambre.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.</i></p> |
| 45. | 1936. | <p>Par pétition datée de Flobecq, le 30 novembre 1896,</p> <p>Le sieur Doelot, à Flobecq, sollicite la remise d'une condamnation.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i></p> |
| 46. | 1937. | <p>Par pétition datée d'Alost, le 15 novembre 1896,</p> <p>Des habitants d'Alost demandent que la loi intervienne dans une certaine mesure dans la réglementation du colportage, et ils préconisent la législation allemande sur cette matière ; ils proposent également qu'il soit défendu aux étrangers de colporter, et que les administrations communales aient le droit de réglementer le colportage en tenant compte des nécessités locales.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à MM. les Ministres de l'Intérieur et de l'Instruction publique, et de l'Industrie et du Travail.</i></p> |
| 47. | 1938. | <p>Par pétition datée de Chimay, le 1^{er} décembre 1896,</p> <p>Des instituteurs du canton de Chimay proposent des modifications à la loi organique de l'enseignement primaire, et émettent plusieurs vœux relatifs à la pension des membres du personnel enseignant primaire.</p> |

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

Même pétition d'instituteurs des cantons de Fontaine-l'Évêque et de Marche.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

48. 1945. Par pétition datée de Montenaeken, le 1^{er} décembre 1896,

Des gardes champêtres du canton de Saint-Trond demandent que les gardes champêtres soient classés dans la catégorie des agents de l'État et que leur traitement soit augmenté.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

49. 1944. Par pétition datée de Bruxelles,

Des commissaires et officiers de police du royaume proposent diverses mesures tendant à améliorer leur position; ils demandent notamment : 1^o la création d'une caisse de retraite en faveur des commissaires et officiers de police, de leurs veuves et de leurs orphelins; 2^o l'obligation imposée par le Gouvernement aux communes intéressées d'accorder à leurs commissaires et commissaires-adjoints un minimum de traitement basé sur l'importance de la population; 3^o la nomination des commissaires et commissaires adjoints par le Roi.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

50. 1945. Par pétition datée de Temploux, le 1^{er} décembre 1896,

Des habitants de Temploux protestent contre certaines dépenses faites par l'administration communale de cette localité pour la construction et l'aménagement d'écoles.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

